

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/GBT/M/2**

17 octobre 1996

(96-4275)

---

## Groupe des télécommunications de base

### RAPPORT DE LA REUNION DU 20 SEPTEMBRE 1996

1. Le Groupe des télécommunications de base a tenu sa deuxième réunion le 20 septembre 1996. L'ordre du jour figurait dans l'aérogamme WTO/AIR/398 du 20 août 1996. Le Président a informé le Groupe que la République du Bélarus, dont le processus d'accession à l'OMC était en cours, avait demandé le statut d'observateur et cette demande a été approuvée.

2. Au titre du premier point de l'ordre du jour, l'échange de vues sur l'état d'avancement des négociations bilatérales, les participants ont indiqué qu'ils avaient été encouragés par les réunions de négociation auxquelles ils avaient participé tout au long de la semaine et par le sentiment qu'il existait une détermination constante de travailler pour faire aboutir ces négociations. Il a été noté que, selon certains indices, un élargissement de la portée des offres semblait possible, à la fois en raison des offres nouvelles qui pourraient être présentées et des améliorations qui pourraient être apportées aux offres existantes. Les participants ont déclaré qu'au cours des négociations bilatérales, ils s'encourageaient mutuellement à accepter des engagements nouveaux ou améliorés à la réunion ministérielle de Singapour ou avant cette réunion, afin que l'on ait l'idée la plus précise possible des résultats sur l'accès aux marchés qui devraient être obtenus pour la date limite de février. Au cours des négociations bilatérales, un certain nombre de partenaires avaient indiqué qu'un dialogue était engagé dans les capitales qui pourrait conduire à des résultats concrets d'ici décembre et la plupart des grands partenaires commerciaux avaient indiqué qu'ils examinaient aussi comment ils pourraient améliorer leurs propres offres. Le Président a réaffirmé l'importance de la Conférence ministérielle de Singapour, rappelant qu'en raison de cette conférence, le Groupe ne tiendrait plus de réunion après celle de novembre jusqu'à la reprise de la phase finale des négociations en janvier. Il a prié instamment les participants de commencer à présenter dès que possible des offres nouvelles ou améliorées. Il a fait observer que, compte tenu de la réforme des régimes de télécommunications qui se poursuivait dans de nombreux pays participants, cet objectif devrait pouvoir être atteint.

3. Au titre du deuxième point de l'ordre du jour, l'échange d'informations sur l'évolution récente des politiques en matière de télécommunications, le représentant des Etats-Unis a informé les participants que les décisions que la Commission fédérale des communications (FCC) envisageait de prendre sur l'interconnexion, visant à introduire une concurrence réelle sur le marché des réseaux locaux, avaient maintenant été adoptées. Au sujet du nouvel arrêté sur la réorganisation intérieure des systèmes internationaux à satellites (DISCO II) proposé récemment, le représentant des Etats-Unis a rappelé qu'une proposition similaire avait été adoptée l'année précédente par la FCC. Cette proposition contenait des dispositions qui autoriseraient juridiquement les Etats-Unis à approuver une offre d'ouverture de son marché sur la base de la nation la plus favorisée. L'intervenant a indiqué que le DISCO II contenait des éléments qui donnaient la même garantie juridique au sujet de la mise en oeuvre de l'offre des Etats-Unis concernant les services par satellite. Le représentant de la Côte d'Ivoire a déclaré que s'agissant des réseaux radioélectriques par satellite ou par d'autres moyens, la Côte d'Ivoire avait un régime ouvert selon lequel, afin de fournir des services hertziens pour les liaisons téléphoniques nationales ou internationales, un fournisseur n'avait qu'à demander l'autorisation et celle-ci serait accordée. En outre, la Côte d'Ivoire espérait que des investisseurs se montreraient intéressés.

4. Dans le cadre de l'examen des questions en suspens, le Président a invité les participants à faire part de leurs vues sur les questions relatives aux services internationaux et aux services par satellite. Les participants ont indiqué que la semaine précédente avait été caractérisée par une volonté de travailler ensemble de façon utile et constructive pour résoudre les questions en suspens.

5. Les participants ont signalé que des discussions informelles avaient eu lieu sur les questions relatives aux satellites, au cours desquelles ils avaient donné leur avis sur des questions communiquées de façon informelle par les Etats-Unis. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que l'objectif essentiel de ces questions était de comprendre quels étaient les services de télécommunication de base fournis par satellite, pourquoi ils étaient importants et ce qu'il faudrait faire d'ici février pour préciser comment inclure la fourniture des services de télécommunication de base par des réseaux de satellites dans les offres résultants des négociations. Plusieurs délégations ont indiqué avoir constaté avec plaisir que les discussions qui avaient eu lieu jusqu'ici avaient permis de réduire le nombre des questions à examiner de telle façon qu'il devrait être possible de les régler en temps voulu. Ces quatre questions étaient les suivantes: 1) moyens d'éliminer les incertitudes au sujet des entrées connexes figurant dans les listes et des modes d'approche différents qui y avaient été adoptés, 2) définition des avantages et des obligations créés dans le cadre de l'AGCS en ce qui concerne les exploitants de satellites qui étaient des organisations intergouvernementales exploitant des satellites dans le cadre d'un traité, 3) examen des liens entre les procédures et les engagements en matière d'attribution et d'assignation des fréquences et 4) question de savoir si les services de télécommunication de base étaient ou non censés inclure les services de radiodiffusion comme la transmission vidéo.

6. Au sujet des questions relatives à l'inscription dans les listes des points concernant les satellites, les participants ont estimé qu'il serait utile de travailler à dégager une perception commune et le Président a estimé que le Secrétariat pourrait fournir une assistance technique à cet égard. Au sujet des organisations intergouvernementales d'exploitation de satellites, il a été souligné que les questions juridiques en jeu liées à l'AGCS n'avaient peut-être pas été prévues par les rédacteurs de l'Accord et qu'il serait donc peut-être nécessaire d'envisager un texte permettant de préciser si ces organisations devaient être traitées, sur le plan de l'accès, du traitement national, des obligations NPF ou autres, de la même façon que n'importe quel autre fournisseur de services. Une délégation a déclaré que les travaux sur les questions juridiques devraient être entrepris au niveau multilatéral et qu'il serait utile que le Secrétariat indique quels étaient, selon lui, les éléments pertinents de l'AGCS. Au sujet des questions relatives aux fréquences, il a été déclaré que même si les négociations devaient viser à assurer un traitement raisonnable, transparent et non discriminatoire aux fournisseurs de services qui utilisaient le spectre des fréquences, elles ne devaient pas avoir pour but d'aboutir à une attribution des fréquences et du spectre à différentes organisations; l'AGCS n'était pas non plus l'instrument dans le cadre duquel il convenait de traiter de l'assignation et de l'attribution des fréquences. Une délégation a souligné que le problème central était d'éviter que les mesures telles que l'assignation des fréquences ou l'octroi de licences ne soient utilisées abusivement afin de créer des obstacles au commerce. Quant à savoir si les services de radiodiffusion tels que la transmission vidéo étaient compris dans les télécommunications de base, il a généralement été estimé que ces services n'entraient pas dans le cadre des négociations. Il a aussi été indiqué que si l'on tentait d'élargir ainsi la portée des négociations, cela pourrait compromettre les chances de les faire aboutir.

7. En ce qui concerne les questions relatives aux services internationaux, le représentant des Etats-Unis a souligné que son pays cherchait les moyens de faire en sorte que les négociations encouragent la concurrence sur chaque marché qu'elles auraient permis d'ouvrir, tout en évitant le risque que cette concurrence soit faussée par des exploitants venant de marchés non libéralisés. Selon l'intervenant, un exploitant pouvait, en tirant parti des obligations commerciales, utiliser sa puissance sur le marché pour limiter la concurrence et se livrer à des pratiques anticoncurrentielles sur le marché des services internationaux au détriment des concurrents. Les Etats-Unis voulaient traiter ce problème de façon compatible avec la clause NPF et avec le régime de chaque Membre concernant la concurrence

et sa protection. Des délégations ont suggéré un certain nombre de points dont il faudrait, selon elles, tenir compte à propos des mesures de sauvegarde utilisées pour remédier aux distorsions dans les services internationaux. La plupart des participants ont estimé que le problème devait être traité de façon compatible avec la clause NPF mais n'étaient pas convaincus qu'une telle solution ait déjà été trouvée. Il a aussi été indiqué que les mesures correctives devaient être de caractère temporaire et éventuellement faire l'objet de clauses d'extinction ou de mécanismes d'examen périodique. Un certain nombre de délégations se sont déclarées nettement en faveur de mesures de sauvegarde qui seraient appliquées *ex post* plutôt que sur une base *ex ante*. Toutefois, certains ont indiqué que, s'il était raisonnable de faire preuve de prudence à propos des mesures *ex ante*, ces mesures, de même que les mesures *ex post*, pouvaient être appliquées de façon compatible avec les règles de l'AGCS, notamment le traitement NPF. Il a aussi été estimé que ces mesures de sauvegarde, puisqu'elles devaient encourager la concurrence plutôt que créer des obstacles au commerce, devraient être proportionnelles à l'objectif visé. Une délégation s'est interrogée sur l'ampleur réelle du problème de la distorsion des échanges alors qu'une autre a estimé que ce problème pouvait en fait présenter plus d'importance pour certains Membres que pour d'autres.

8. Il a été indiqué que, pour régler le problème, il faudrait une libéralisation généralisée des marchés des télécommunications et une réforme du régime concernant les taxes de répartition internationales, mais que ces solutions ne pourraient être trouvées dans les délais prévus pour les négociations. Une délégation a déclaré que tant que des niveaux et des rythmes de libéralisation différents coexisteraient, on serait fondé à se demander comment les monopoles restants se conduiraient sur les marchés ouverts. Il a été indiqué que pour s'attaquer au problème à sa source, il faudrait obtenir des Membres qui choisissaient de maintenir des monopoles qu'ils s'engagent à faire en sorte que ces monopoles ne se livrent pas à des pratiques de ce type. Il a été noté que le réacheminement du trafic et d'autres pratiques enregistrées sur le marché dynamique des télécommunications (par exemple le rétro-appel, les cartes téléphoniques et le reroutage) avaient aussi une incidence considérable sur le problème des paiements. Un certain nombre de participants ont cependant reconnu que des sauvegardes pourraient être nécessaires à court terme. Les participants ont généralement estimé qu'il était nécessaire de définir dès que possible un mode d'approche convenu d'un commun accord.

9. Au sujet de l'organisation des travaux futurs, le Président a rappelé qu'en juillet, les participants s'étaient dits intéressés par la possibilité d'organiser une réunion de haut niveau du Groupe. Après un bref débat entre les participants au sujet des dates possibles, le Président a proposé que des fonctionnaires de haut niveau assistent à la réunion du Groupe prévue pour le jeudi 14 novembre et que des réunions bilatérales aient lieu parallèlement, auxquelles ces hauts fonctionnaires pourraient aussi participer. Il en a été ainsi convenu.

10. A propos des autres questions, le Président a demandé aux participants d'examiner un projet de rapport à la réunion ministérielle de Singapour de décembre sur les négociations relatives aux télécommunications de base. Après un débat, le Président a déclaré qu'une version révisée serait distribuée pour approbation à la réunion que le Groupe tiendrait le 18 octobre. Il a ensuite annoncé qu'il avait cru comprendre qu'un certain nombre de consortiums internationaux d'exploitation de satellites espéraient avoir l'occasion en octobre de donner aux participants des renseignements sur les services qu'ils fournissaient et sur des questions relatives à leur capacité d'assurer ces services. Il a précisé qu'une fois les plans arrêtés, le Secrétariat en serait informé et pourrait ainsi communiquer des précisions aux participants. Enfin, au sujet de la mise en distribution générale des listes d'engagements et des listes d'exemptions NPF annexées au Quatrième Protocole annexé à l'AGCS, le représentant de l'Inde a indiqué qu'il n'était pas certain que les procédures applicables énoncées dans la Décision du Conseil général (WT/L/160/Rev.1 du 26 juillet 1996) avaient été suivies s'agissant de la proposition de mise en distribution générale présentée à la réunion du Groupe tenue le 19 juillet et il a suggéré que le document annonçant la mise en distribution générale (S/GBT/1) fasse l'objet d'une modification appropriée. Il en a été ainsi convenu.